



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ**

**portant décision d'examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

**Projet d'ombrières photovoltaïques de type volière sur parcours d'élevage  
sur la commune d'Apremont (85)**

Le préfet de la région Pays de la Loire

Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté, du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2024/SGAR/DREAL/82 du 20 mars 2024 portant délégation de signature à madame Anne BEAUVAL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire N° 2024/DREAL/N° SDR-24-AG-02 du 22 mars 2024 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale au sein de la DREAL des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2024-7872 relative au projet d'ombrières photovoltaïques de type volière sur parcours d'élevage sur la commune d'Apremont, déposée par monsieur Jean GRONDIN, représentant l'EARL La basse cour d'Apremont, et considérée complète le 5 juin 2024.

- Considérant que le projet porte sur l'implantation de sept ombrières couvertes de panneaux photovoltaïques sur les parcelles cadastrales C 790, C791, C792, C793 et C1426) dédiées au parcours en plein air d'un élevage de gibiers et de volailles, au lieu dit « Tenement de la Mésechère », sur la commune d'Apremont ;
- Considérant que le projet se situe en zone A (agricole) du Plan local d'urbanisme intercommunal PLUi de la communauté de communes Vie et Boulogne ;
- Considérant que le projet n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire ou de protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager, ni par des périmètres de protection de l'eau destinée à la consommation humaine ;
- Considérant que les ombrières, d'une emprise totale au sol de 8 855 m<sup>2</sup>, présenteront une hauteur minimale de 3,50 m à l'égout et de 6,74 m au point haut ; que les rangées d'ombrières d'une largeur de 12 m seront espacées de 8 m ;
- Considérant que l'installation photovoltaïque représentera une puissance totale installée de 1,70 MWc ;
- Considérant que la solution d'ancrage des structures prévue se fera par pieux battus, limitant ainsi l'imperméabilisation des sols ; que les eaux pluviales, s'écoulant sur les panneaux, continueront à s'infiltrer dans le sol, comme actuellement ;
- Considérant toutefois que cette solution d'ancrage nécessite la constitution de pieux forés béton d'une profondeur de 4 à 5 m, dont il convient d'apprécier les conditions de réalisation du point de vue de la préservation du sous-sol et des risques de pollutions, ainsi que le caractère réversible au regard de la technique envisagée, de la profondeur et du nombre de pieux estimés à 75 à ce stade ;
- Considérant que l'emplacement de la base de vie pour les travaux et la zone de stockage des matériaux n'est pas précisée à ce stade ;
- Considérant que les plans du projet indiquent une piste périphérique sans que soient mentionnées ses caractéristiques notamment du point de vue des modifications induites en termes de perméabilité du fait des travaux et des matériaux employés ;
- Considérant que le document annexé relatif au projet agricole, indique que l'activité avicole a été arrêtée sur l'exploitation, il en résulte des informations contradictoires dans le dossier concernant l'usage des sols qui à ce jour n'est plus destiné au parcours d'élevage ; et des incohérences en ce qui concerne l'occupation du sol indiqué soit en prairie fouragère au formulaire Cerfa ou cultivé en rotation céréalière ;
- Considérant qu'il convient d'apprécier la charge des effluents que représentera la reprise d'une activité avicole sur un espace clos, au regard de la nature et du nombre des gibiers non précisé à ce stade ;
- Considérant que la mise en place de nouvelles structures destinées à assurer la fonction de volière, au regard de ses caractéristiques imposantes, nécessite d'être argumentée du point de vue du besoin par rapport à l'activité d'élevage auquel elle entend apporter des services ;
- Considérant qu'il apparaît nécessaire d'appréhender le choix de l'emplacement du projet au regard des surfaces disponibles et contraintes à l'échelle de l'exploitation agricole concernée et de la présence à proximité d'un site agro-industriel ;

Considérant la durée de 6 mois du chantier prévue en une seule phase qui nécessite de prendre en considération les perturbations occasionnées pour la faune environnante selon les périodes d'intervention de l'année ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre en considération des incidences de la mise en place d'une structure de superficie importante et close de manière permanente par des filets et clôtures durant la durée d'exploitation de 40 ans du point de vue des continuités écologiques à appréhender pour les espèces du secteur par rapport à l'exploitation actuelle des terrains et des milieux naturels d'intérêt à proximité ;

Considérant par ailleurs les incidences positives du développement d'une énergie renouvelable faiblement carbonée ;

Considérant que le dossier indique qu'aucune mesure d'insertion paysagère n'est nécessaire, mais que l'affirmation selon laquelle le projet ne sera pas visible, repose sur la base d'une structure de 5 m de haut, inférieure à celle prévue, que par ailleurs le projet est bordé par la route départementale n°107 offrant des vues directes sur le site ;

Considérant que le projet est soumis à permis de construire, et qu'à ce titre il apparaît nécessaire que soient correctement appréhendés les enjeux de perception et d'intégration paysagère des structures à différentes périodes de l'année en fonction de la végétation en présence, de leur implantation, de leur dimension, des caractéristiques des matériaux et de la couleur des ombrières et des autres installations techniques ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, est de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

## **ARRÊTE :**

### **Article 1er :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'ombrières photovoltaïques de type volière sur parcours de volailles sur la commune d'Apremont, est soumis à étude d'impact.

### **Article 2 :**

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis, notamment, au titre du code de l'énergie ou du code de l'urbanisme.

L'étude d'impact aura vocation à examiner les solutions alternatives envisagées au niveau du choix du site, de l'organisation des aménagements à réaliser et des modalités d'exploitation, à justifier les choix opérés, à présenter l'impact global du projet sur l'environnement, notamment au niveau des enjeux biologiques, des modalités de gestion des eaux, des émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'en matière d'intégration paysagère, et de nuisances pour l'environnement humain, à conduire la démarche visant une recherche de l'évitement des impacts puis la définition de mesures de réduction et, le cas échéant, de compensation les plus efficaces possibles (démarche ERC) et à restituer

et à expliciter au public ces éléments et les arbitrages opérés au regard des enjeux environnementaux.

### **Article 3 :**

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur Jean GRONDIN, représentant l'EARL La basse cour d'Apremont, et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, thématique évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire  
et par délégation,  
pour la directrice régionale de  
l'environnement  
de l'aménagement et du logement,  
La cheffe du Service Connaissance des  
Territoires et Évaluation (SCTE)

### **Délais et voies de recours pour les décisions imposant la réalisation d'une étude d'impact**

Lorsque l'arrêté préfectoral soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), formé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours administratif préalable doit être adressé :

- Le recours gracieux :  
Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire  
Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes  
Cedex2
- Le recours hiérarchique :  
Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires  
Commissariat général au développement durable (CGDD)  
Tour Séquoia 1 place Carpeaux  
92800 Puteaux

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)